

DELEGUES :

Nombre
 Quorum
 Présents
 Pouvoirs
 Votants
 Abstentions
 Suffrages exprimés
 Majorité requise
 Pour
 Contre

33

42

48

0

48

0

48

25

48

0

VA
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
 DELIBERATIONS DU COMITE
 SYNDICAL DU 17 DÉCEMBRE 2018**

**OBJET : 2.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – OBJECTIFS DE SERVICE DANS LE CADRE DE LA GESTION
 INTÉGRÉE**

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / LANGLET Patrick (Les Assions) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PASCAL Jean (Faugères) / ORIVES Éric et Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ardèche) / LEGENDRE Yves (Laurac-en-Vivaraïs) / BRUN Marc (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / CAMPO Hervé (Rocles) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Éric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. DIVOL Max et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) / M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse)
	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. FALLOT Joseph et BACCONNIER Jean-Claude SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) / M. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) / LACROTTE Robert et CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas)

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) à M. VIELLARD Jean-Léon (Pradons) M. CHARRIÈRE Jacques (Ruoms) à M. PASCAL Jean (Faugères) Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-B.) à M. LACROTTE Robert (Vals-les-B.) M. DURIEU Jean-Marie (SIAE St Etienne de F./St-Sernin) à M. DEVANCIARD Gilles (St-Alban-Auriolles) M. BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) à M. DIVOL Max (Vallon Pont d'Arc)	
--	--

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / RISSE Michel (Malbosco) / AUDIBERT François (Ribes) / M. JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier)	
---	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / ELADIE Farid (Grosbierres) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / M. PONTIER Jean-Yves et M. CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / DURAND Jean-Roger et Mme AMET Maryse (Largentière) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / IMBERT Guy (Rocher) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISOL Denis (St Privat) / SOUTEYRAND Marc, AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / PERRIER Bernard (Uzer) / MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, MARRON Jacques et UGHETTO René SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) / MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. MAUDUIT Jean-Yvon et AUDIGIER Christian
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. LARCO Sébastien (Ribes) / FARGIER Gérard (Saint-Pierre-de-Colombier)	
--	--

Le secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

OBJET : 2.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – OBJECTIFS DE GESTION INTÉGRÉE

Après un an de reprise de l'exploitation du service public en moyens propres, l'exécutif du SEBA a souhaité lancer une réflexion sur le thème "quelle ambition pour le service public de l'eau en gestion intégrée?".

Cette démarche est d'ailleurs prévue pour une part par les statuts des régies, dans leurs articles 6 :

« Le Comité Syndical délibère sur les objectifs fixés à la Régie, sur la répartition des rôles entre le SEBA et la Régie, ainsi que sur les perspectives financières. »

Assez rapidement après le lancement du travail d'élaboration (pour lequel le SEBA s'est adjoint un consultant externe connaissant parfaitement le syndicat), il est apparu que les objectifs de l'exploitation doivent être envisagés dans un cadre plus large, qui est celui du projet de la collectivité SEBA.

En effet, les régies ne possédant pas de personnalité morale, et l'imbrication s'avérant étroite entre l'administration du syndicat et les services d'exploitation, leurs avènements apparaissent indissociables. Le SEBA est de facto dans un système de gestion en autorégulation. Il est à la fois l'ordonnateur et son propre opérateur. Il détermine lui-même le niveau de service à rendre, les moyens mais aussi les niveaux de contrôle et d'évaluation de sa propre activité.

Le besoin vient autant du côté syndical, notamment pour légitimer son projet managérial et sa politique salariale, que du côté de l'exploitation, qui est elle aussi demandeuse d'outils pour sa politique managériale, et de critères d'évaluation pour piloter son activité.

Une régulation par le principe du contrat ou d'une charte présente différentes vertus : elle oblige à se projeter dans le temps, à définir des objectifs et des engagements, à s'interroger sur les moyens, à rendre explicite l'activité par des indicateurs, à jalonner le suivi selon un formalisme prédéfini.

Les termes de ce document, par leur affichage, leur suivi, leur réalisation, alimentent une forme de transparence vis-à-vis des usagers (informer, associer, ...), mais aussi une qualité de management (motivation, implication, émulation ...).

Au cours des travaux préparatoires ont aussi été rappelés les mots du président dans la conclusion de son rapport sur le « choix du mode de gestion au 1^{er} janvier 2018 » : « La gestion d'un service public d'eau et d'assainissement s'inscrit dans (...) la disponibilité, la qualité d'information, d'écoute et d'accueil des usagers » ; « il s'agira de donner une culture de l'exploitation aux équipes syndicales, de créer une nouvelle culture de service public dans l'exploitation ».

Pour donner réponse à ces attentes et ces principes fondateurs, a été élaborée la démarche à suivre pour aboutir à la formulation **d'ambitions pour l'activité du service d'exploitation en régie** et sa synergie avec les services du syndicat. Le terme « la régie » désignera dorénavant les deux régies d'exploitation de l'eau et de l'assainissement.

❖ La démarche est celle de la construction d'un document Objectifs / Performance qui :

- Arrête un certain nombre d'objectifs partagés
- Définit les indicateurs de suivi et d'évaluation
- Définit les modalités de suivi, d'information et de communication.

❖ Les objectifs opérationnels, en nombre restreint, devront concorder avec les grands axes stratégiques adoptés par le comité syndical.

❖ Ont été associés à la réflexion :

- le conseil d'exploitation de la régie et les élus du collège exécutif (réunions collectives)
- les représentants des usagers (réunions collectives et entretiens individuels)
- l'encadrement du syndicat et de la régie (réunions collectives et entretiens individuels).

Le document final, qui sera livré en 2019, suite au débat en comité syndical, devra mettre en évidence l'ensemble des valeurs et des pratiques qui guideront le travail quotidien de la régie. Il définira la politique du syndicat sur les moyens à mobiliser et le financement nécessaire pour atteindre le niveau de service ambitionné. L'idée-cadre est : « c'est le niveau de service qui détermine le prix de l'eau » ;

Différentes thématiques ont déjà provisoirement émergé :

- garantir le service public (continuité, proximité,...),
- le SEBA comme acteur du développement local (poids économique, préoccupations environnementales,...),
- le SEBA « employeur durable » (qualité du management,...).

Les différentes étapes franchies, entre la mi-novembre (départ de la réflexion) et le comité syndical, ont permis d'alimenter avec plus de profondeur et de justesse les propositions qui sont faites, et seront soumises à délibération.

Envoyé en préfecture le 28/12/2018

Reçu en préfecture le 28/12/2018

Affiché le

ID : 007-250700267-20181217-2018CS120045-DE

Après débat, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **ADOpte** les propositions d'axes stratégiques formulées dans le rapport détaillé joint :
 - ❖ Pérenniser un service public de qualité
 - ❖ Garantir la transparence – Rendre compte, savoir expliquer, informer
 - ❖ Développer le SEBA en tant qu'acteur local

- **APPROUVE** le futur déroulement de la méthodologie de travail, qui aboutira à la définition d'objectifs et d'indicateurs au premier trimestre 2019.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

Formulation des grands axes stratégiques du service public de l'eau au SEBA et des objectifs associés

(Synthèse du séminaire du lundi 3 décembre 2018)

Préambule :

Les membres du conseil d'exploitation de la régie et de la direction des régies se sont réunis le matin, les membres du bureau exécutif accompagnés de la direction du syndicat, l'après-midi, pour une mise en commun en présence de tous en fin de journée. La finalité de la rencontre était de définir, après une discussion libre, les objectifs qui doivent guider l'activité du syndicat et de sa régie, un an après la création de celle-ci. Ces objectifs doivent s'articuler autour d'axes stratégiques, eux-mêmes restant à formuler. Le fruit du travail doit être soumis au vote du comité syndical du 17 décembre.

Rappel : Des rencontres ont eu lieu précédemment et séparément pour recueillir l'avis de représentants de chaque corps représentatif (la direction, les élus, le personnel, les usagers) sur le thème « quelles ambitions pour la régie ? ».

Le présent compte-rendu dresse la synthèse et les conclusions de l'ensemble de ces contributions, à commencer par celles de la mise en commun finale.

I - La formulation des grands axes stratégiques

Trois grands axes de développement du syndicat pour les années à venir sont proposés par les membres du bureau exécutif, après analyse du compte rendu des propositions émanant des membres du conseil d'exploitation réunis le matin. Ils seront soumis à délibération du conseil syndical du 17 décembre. Ils sont les suivants :

- | | |
|----|--|
| A. | Pérenniser un service public de qualité |
| B. | Garantir la transparence – Rendre compte, Savoir expliquer, Informer |
| C. | Développer le SEBA en tant qu'acteur du territoire |

Les élus tiennent au préalable à réaffirmer en tant que valeurs-référence, celles qui sous-tendent un service public de l'eau.

- La continuité de service
- La fourniture d'une eau de qualité réglementaire

- La proximité vis-à-vis de l'utilisateur
- L'égalité de traitement
- La mutabilité du service

Ces valeurs n'apparaissent pas explicitement dans la formulation des grands axes. C'est le fruit d'une volonté. Il faut les considérer comme implicites, comme une évidence ou comme une nécessité absolue. Elles guident l'activité syndicale, par essence, et doivent former, quels que soient les objectifs recherchés, la culture partagée par l'ensemble de ses représentants et du personnel.

Elles ne constituent donc pas en elles-mêmes les axes stratégiques de développement de l'activité du syndicat pour les années à venir.

Le constat est partagé par l'ensemble des parties interrogées que la régie a rempli sa mission première de prise en main de l'exploitation, « en faisant au moins aussi bien que l'ancien délégataire, sans augmentation des coûts » et « avec plus de proximité ».

- Elle a montré sa capacité à porter techniquement l'exploitation. Ses compétences ne sont pas remises en cause.
- Le service est rendu dans une qualité souvent supérieure à celle connue précédemment, particulièrement en termes de proximité, de réactivité, d'efficacité (par exemple à l'occasion d'une intervention sur appel d'un usager). L'image des agents sur le terrain est perçue positivement.
- L'organisation des services est appréciée en interne et bien perçue en externe par les usagers et les élus locaux. Les employés expriment le sentiment de se réapproprier l'outil de travail, le sens qu'ils donnent à leur travail, et d'avoir les moyens appropriés pour cela (autonomie de travail, moyens matériels).

Le sentiment est donc partagé que « le système est en place », « que les choses vont dans le bon sens », bien que des améliorations soient possibles sur certains points qui ont pu être évoqués. Les membres du conseil d'exploitation soulignent l'importance de consolider cette perception. Il faut donc se donner les moyens d'informer, d'être pédagogique, de rassurer sur les choix de service. Les élus de proximité ont un rôle à jouer à ce sujet et doivent être accompagnés.

Mais ce qui est visible, ce qui est ressenti, ne doit pas être trompeur. Le système est en place, donne satisfaction, mais est-il efficient ? La qualité de vie au travail ou la formation est-elle satisfaisante au point d'accompagner l'activité sur la durée ? Le prix de l'eau garantit-il les investissements, l'égalité ou l'équité face aux usagers ?

Les membres du conseil d'exploitation soulignent la nécessité de produire des données d'exploitation, des tableaux de bord, des analyses qui confirment ou nuancent ces bons résultats. Ils doivent permettre d'expliquer, de rendre compte, de justifier les choix de management, d'organisation ou de gestion. Il s'agit des données de la connaissance. La régie nouvellement créée doit permettre cela.

« Rendre compte », « informer », « savoir expliquer », « être pédagogique », ces termes ont souvent été employés pour exprimer les enjeux de la proximité à l'utilisateur. La régie a été créée pour nouer des liens plus serrés avec l'utilisateur. Elle a été créée pour appliquer un prix de l'eau juste et justifié, qui permette un service de qualité et qui garantisse les investissements nécessaires. Elle a été créée pour servir un territoire dans son développement et contribuer à la protection de son environnement.

Les axes stratégiques proposés reprennent ces impératifs.

II - Les grands axes stratégiques et les objectifs associés

A. Pérennité d'un service public de qualité

Cet axe traduit la volonté des membres du conseil d'exploitation et du bureau exécutif d'inscrire la régie et le syndicat sur la durée, la volonté de transmettre aux générations à venir la possibilité de remplir leur mission dans les meilleures conditions. Il oblige à dépasser les problématiques de l'instant présent, à se projeter dans le temps, et donc à s'interroger sur l'évolution de l'outil de travail, des ressources humaines, sur la formation, sur les évolutions technologiques, mais aussi sur l'acceptation sociale du financement du service.

Trois thèmes principaux ont été retenus pour inscrire le développement du SEBA sur la durée :

1/ Une gestion patrimoniale des infrastructures

Une gestion patrimoniale, cela veut dire que l'ensemble du patrimoine est entretenu de manière à garantir sur la durée un service public de qualité à un coût raisonnable. Il faut garder la mémoire de ce qui a été fait et veiller à maintenir le patrimoine dans un état satisfaisant, sans dégradation progressive de sa valeur technique et financière.

Cette volonté n'est pas nouvelle. Elle guide la politique du syndicat depuis de nombreuses années. Elle est réaffirmée cependant, en tant qu'enjeu constant, avec pour nouveauté la présence de la régie qui permet une meilleure connaissance de la situation.

Quels objectifs pour quelles actions ?

Cette thématique englobe les aspects d'exploitation, d'entretien, de modernisation. Les objectifs peuvent être nombreux. Quelques-uns ont été retenus qui viennent en complément des obligations quotidiennes de réalisation du service public de l'eau (continuité de service, etc...).

Il est attendu particulièrement de la régie de :

- compléter l'état des lieux du patrimoine (connaissance exhaustive, localisation, état ...).
- œuvrer pour une amélioration du rendement des réseaux
- apporter par son expertise et ses investigations les éléments utiles aux prises de décision d'investissement.

2/ Le SEBA, employeur durable

Les questions de qualité de vie au travail et de management font partie des préoccupations partagées par l'ensemble des participants au séminaire. Cette question, synthétisée sous la formulation « employeur durable », est affirmée comme une valeur centrale de la politique du SEBA. Plus qu'un objectif, c'est « une nécessité absolue », « une condition de la réussite », une condition de « durabilité dans le temps ».

Cependant, il est observé que la volonté de créer de bonnes conditions de travail et de favoriser une forme de bien-être ne doit pas éloigner de la recherche d'efficacité dans l'action comme dans l'organisation, de pertinence dans les choix de gestion.

De cette façon, plusieurs aspects ont été abordés pour questionner les conditions de la réussite :

- La sécurité au travail.
- L'équilibre : autonomie de travail / management par objectifs.
- La nécessité de données analytiques de mesures d'activité.
- La formation, la polyvalence (partage des connaissances, des procédures de travail).
- L'anticipation, le fait de travailler de façon proactive et d'éviter le travail dans l'urgence qui est usant et peu efficace à long terme.
- Les « ressorts » de la motivation, de l'implication.
- L'accès et l'égalité de traitement (prise en compte du handicap, parité).

Quels objectifs pour quelles actions ?

Un travail à venir doit aboutir pour formuler les indicateurs pertinents

Les membres du conseil d'exploitation insistent sur l'importance de pouvoir expliquer en interne comme en externe les choix d'organisation, les priorités d'actions, les résultats d'exploitation, l'analyse qui est faite de l'efficacité de travail, les difficultés rencontrées.

En lien avec les actions à mener pour l'axe 1, l'objectif proposé en premier lieu est d'élaborer et de faire vivre un tableau de bord composé d'indicateurs de suivi des éléments qui constituent la qualité de vie au travail.

3/ La tarification sociale de l'eau

La formulation est celle communément employée. Les réflexions ont plus généralement abordé le prix de l'eau, la possibilité ou non de le baisser, la structuration de la tarification (part fixe, part variable), la prise en compte de la situation ou des difficultés sociales des usagers.

De façon partagée, chacun souhaite au mieux baisser le prix de l'eau, sinon le maintenir au niveau actuel. Chacun tient également comme nécessité impérieuse à ce que les investissements soient faits pour moderniser le réseau (les infrastructures). Chacun souhaite que les moyens nécessaires (humains et matériels) soient suffisants pour réaliser le service.

Il est cependant souligné le poids de la part fixe qui pénalise les consommateurs de petits volumes tout en obligeant les résidents secondaires à contribuer à l'équilibre du service. La question d'un prix de l'eau différent selon le type d'usage ou selon des « catégories » d'usagers est posée. Elle ne fait pas l'unanimité. Le principe d'équité est questionné, puis est confronté au principe d'égalité. Peut-on mettre en place un « prix social » de l'eau ? Selon quelles modalités ?

Sans chercher à approfondir le débat, les membres du conseil d'exploitation de la régie et du bureau exécutif s'accordent sur :

- La nécessité d'une gestion rigoureuse et équilibrée
- La nécessité de savoir expliquer cette gestion rigoureuse et équilibrée

- Le prix de l'eau est la traduction du niveau de service que le SEBA ambitionne, Le niveau de service comprenant les investissements nécessaires.
- Un « prix social » de l'eau doit être questionné.

Quels objectifs pour quelles actions ?

- 1/ Savoir expliquer de façon simple la construction du prix de l'eau, dans sa part fixe et sa part variable.
- 2/ Rendre compte sur la qualité de gestion du service rendu.
- 3/ Animer la réflexion sur un prix social de l'eau.

B. Garantir la transparence – rendre compte, savoir expliquer, informer

La question de la transparence de l'activité du syndicat est ainsi apparue comme transversale à toutes les thématiques qui ont été abordées dans les discussions. Elle constitue un enjeu à part entière, souhaité par toutes les parties.

Elle doit permettre aux acteurs (élus de proximité, agents, représentants des usagers) de répondre aux nombreux questionnements qui ont alimenté les discussions :

Quelle est l'organisation interne des services du SEBA ?

Comment sont programmées les interventions ? Selon quels critères ? Quelle priorité est donnée aux interventions non programmées ? Comment fonctionnent les astreintes ? Le service rendu est-il efficace ?

Quelle est la politique d'investissement ? Quelle importance est donnée à l'entretien et au renouvellement des infrastructures ? Les infrastructures sont-elles en bon état ?

Quels sont les choix faits pour améliorer la qualité de l'eau, au-delà des obligations réglementaires ? L'eau est-elle bien chlorée ?

Comment est structurée la tarification ? Qu'est-ce qui construit le prix de l'eau ? Les moyens sont-ils suffisants ?

Quelle place le SEBA occupe-t-il dans le territoire ? Quel est son rôle de développement économique ? Quelles sont ses actions sur la question environnementale ?

Quels objectifs pour quelles actions ?

L'ambition de décrire analytiquement l'activité des services nécessite des outils permettant le recueil des données de la connaissance. Ces outils existent pour la plupart mais ne sont pas encore tous pleinement opérationnels. Il s'agit notamment :

- Du logiciel de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) qui accueille la connaissance du patrimoine technique des installations, recueille les actions d'entretien et de maintenance, et assiste les agents dans la planification de leur travail quotidien. Il est essentiel à l'archivage de l'activité des agents de terrains.

- Du logiciel de cartographie GéoArdèche qui permet la connaissance et la localisation du patrimoine, les éléments du réseau en particulier. Il est essentiel aux agents de terrain, mais aussi, aux agents d'accueil des usagers, ainsi qu'à ceux du bureau d'études.
- Du logiciel administratif de gestion qui a été implémenté pour permettre d'identifier les gestions « syndicat » et « régie », tant sur l'aspect comptable que pour la dimension « ressources humaines », sans oublier la déclinaison de la commande publique.

1/ L'objectif premier est de poursuivre leur mise en place, de standardiser les procédures de recueil des données, d'améliorer la complétude des données du patrimoine.

2/ Il s'agira ensuite de faire vivre les bases de données et créer les indicateurs de suivi d'activité. Elles et ils permettront les analyses, synthèses et tableaux de bord à destination du personnel, des représentants, des usagers.

3/ Restera à travailler sur la diffusion des données d'information en impliquant en particulier mais pas uniquement les élus de proximité, les représentants des commissions.

C. Le SEBA en tant qu'acteur du territoire

Le SEBA est un acteur qui peut être sollicité du fait de ses domaines de compétences, de son savoir-faire ou sa capacité d'expertise auprès de nombreuses commissions et institutions œuvrant sur le territoire ardéchois. La place qu'il doit occuper a été soulignée pour les deux thématiques principales suivantes :

1/ L'accompagnement du développement et de l'aménagement du territoire

Le SEBA vient en appui des autorités gestionnaires du développement urbanistique et économique.

2/ La préservation de la santé publique et de l'environnement

La santé publique est au cœur des préoccupations des services publics de l'eau dont le secteur d'activité est très réglementé. Les exigences de qualité des eaux produites et des eaux usées traitées dépendent de cette réglementation qui impacte ainsi l'activité et le niveau de service rendu par la régie.

Au-delà de l'aspect réglementaire, le travail de réflexion a mis en avant l'importance de :

- Restituer des eaux assainies qui permettent le développement des loisirs (baignade, canoë, pêche, etc.).
- Interroger en permanence l'adéquation ressources / besoins (partage des usages de l'eau).
- Préserver, entretenir en tant que besoin, les ressources multiples (sources).
- S'inscrire dans l'effort collectif pour la transition écologique.

III – Formulation des objectifs / Performance

Sur la base de l'adoption par le comité syndical des axes stratégiques et des grandes thématiques associées, La poursuite du travail devra s'attacher à :

- Préciser les objectifs de façon opérationnelle

Il s'agira de décliner en tant que besoin chacune des thématiques en sous-objectifs à l'adresse des services concernés. Ceux-ci devront exprimer de façon concrète des actions visant l'atteinte des objectifs. Il est cependant important de ne pas alourdir la feuille de route. Le nombre doit être restreint et réaliste au regard des moyens à disposition.

Ce travail doit aboutir à un chiffrage des objectifs recherchés, et en adéquation, à une temporalité pour l'atteinte des objectifs.

- Définir les indicateurs de suivi

Chacun s'accorde sur le fait qu'ils doivent être simples, pertinents et peu nombreux. On pourra s'appuyer les principes communément appliqués : indicateurs s.m.a.r.t., mais aussi, indicateurs d'activité, indicateurs de résultat, indicateurs d'efficience, indicateurs de qualité, etc.

- Préciser les modalités de suivi et d'information du contrat O/P

Les démarches classiques de COP instituent des comités de suivi et des comités de pilotage. A l'échelle du SEBA, certains organes de gouvernance actuels peuvent peut-être remplir ce rôle. La fréquence des suivis doit être définie.

- Adopter une stratégie de management pour la réalisation des objectifs